

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES***



**Edition Chronologique**

PARTIE PERMANENTE  
Administration Centrale

**CIRCULAIRE INTERMINISTÉRIELLE N° FP/7/1738N° 6/C/18**

concernant l'application du titre premier de la loi n° 87-503 du 8 juillet 1987 modifiant la loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 relative au règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la seconde guerre mondiale.

*Du 28 février 1990*

**CIRCULAIRE INTERMINISTÉRIELLE N° FP/7/1738N° 6/C/18 concernant l'application du titre premier de la loi n° 87-503 du 8 juillet 1987 modifiant la loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 relative au règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la seconde guerre mondiale.**

*Du 28 février 1990*

NOR D E F P 9 0 5 9 0 1 9 C

---

*Texte modifié :*

Modificatif à la circulaire interministérielle du 25 janvier 1988 (BOC, 1990, p. 1055).

*Classement dans l'édition méthodique :* BOEM 363-1.1.5.3.

*Référence de publication :* BOC 1990, p. 1061.

---

La loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 (n.i. BO, JO du 4 décembre 1982, p. 3660) modifiée par la loi n° 87-503 du 8 juillet 1987 (n.i. BO, JO du 9 juillet 1987, p. 7475) tend à réparer les préjudices subis par les fonctionnaires, magistrats et militaires qui ont été exclus des cadres ou ont subi des retards de carrière pour des faits en relation avec les événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la seconde guerre mondiale.

Les modalités d'application de ce texte ont été précisées par la circulaire du 25 janvier 1988 .

Suite à un arrêt du conseil d'Etat « association des fonctionnaires d'Afrique du Nord et d'outre-mer et autres » en date du 3 février 1989, il convient d'apporter aux dispositions de cette circulaire les deux modifications suivantes :

Au dernier alinéa du paragraphe A.I.3°, supprimer la phrase :

« La période ainsi définie ne peut être assortie d'aucune bonification »,

et la remplacer par la phrase suivante :

« En l'absence de dispositions particulières prévues par la loi modifiée du 3 décembre 1982, l'octroi d'éventuelles bonifications ne peut avoir lieu que dans les conditions de droit commun fixées par le code des pensions civiles et militaires de retraite. »

A l'avant-dernier alinéa du paragraphe A.I.4°, supprimer la phrase :

« En conséquence, cet indice n'est pas pris en considération pour l'application des mesures de péréquation ultérieure. »

Il conviendra également de tirer les conséquences de cette jurisprudence en ce qui concerne les demandes qui pourraient vous être adressées à propos de situations individuelles réglées antérieurement sur le fondement des dispositions annulées.

*Le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives,*

Michel DURAFOUR.

*Le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale,*

Claude EVIN.

*Le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget,*

Michel CHARASSE.